

RCDR

Rapport annuel

2016-2017



Le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) est un partenariat d'universités canadiennes qui se consacre à l'enrichissement du contenu numérique pour la recherche universitaire au Canada. Grâce à l'action concertée des bibliothécaires, des chercheurs et des administrateurs, le RCDR entreprend des initiatives à grande échelle pour l'acquisition de contenus et de licences en vue de mettre en place une infrastructure de connaissances et de recherche dans les universités canadiennes. Les chercheurs et d'étudiants des 75 universités membres du RCDR représentent plus de 1,2 million de personnes.

Acadia University
Algoma University
Athabasca University
Brandon University
Brock University
Cape Breton University
Carleton University
Collège militaire royal du Canada
Concordia University of Edmonton
Dalhousie University
École Polytechnique de Montréal
HEC Montréal
Kwantlen Polytechnic University
Lakehead University
MacEwan University
McMaster University
Memorial University of Newfoundland
Mount Allison University
Mount Royal University
Mount Saint Vincent University
Nipissing University
NSCAD University
OCAD University
Queen's University
Royal Roads University
Ryerson University
Saint Mary's University
Simon Fraser University
St. Francis Xavier University
The King's University
Thompson Rivers University
Trent University
Trinity Western University
Université Bishop's
Université Concordia
Université de Moncton
Université de Montréal
Université de Sherbrooke
Université d'Ottawa

Université du Québec
• École de technologie supérieure
• École nationale d'administration publique
• Institut national de la recherche scientifique
• Télé-université
• Université du Québec à Chicoutimi
• Université du Québec à Montréal
• Université du Québec à Rimouski
• Université du Québec à Trois-Rivières
• Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
• Université du Québec en Outaouais
Université Laurentienne
Université Laval
Université McGill
Université Sainte-Anne
University of the Fraser Valley
University of Alberta
University of British Columbia
University of Calgary
University of Guelph
University of Lethbridge
University of Manitoba
University of New Brunswick
University of Northern British Columbia
University of Ontario
Institute of Technology
University of Prince Edward Island
University of Regina
University of Saskatchewan
University of Toronto
University of Victoria
University of Waterloo
University of Windsor
University of Winnipeg
Vancouver Island University
Western University
Wilfrid Laurier University
York University

TABLE DES MATIÈRES

Message du président.....	2
Message de la directrice générale.....	3
À propos du RCDR	4
Conseil d'administration	7
L'Assemblée générale annuelle du RCDR.....	8
Objectifs stratégiques	10
Projets et collaborations	11
Services.....	15
À propos du Comité stratégique du contenu.....	18
Rapport du Comité stratégique du contenu	21
À propos du Comité des finances et de la vérification	24
Rapport et analyse de gestion.....	25
États financiers résumés.....	32

Message du président du RCDR



Les membres du Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) profitent et bénéficient d'une organisation nationale qui a été créée pour soutenir la recherche numérique et répondre aux besoins des bibliothèques universitaires en matière de contenu pédagogique et de contenu de recherche. Le RCDR ne cesse de faire avancer son plan stratégique en misant sur son expertise en négociation de contrats et de licences, tout en cherchant des occasions de collaborer à l'échelle nationale et internationale. Le RCDR est bien positionné pour relever les défis existants et ceux à venir, qui vont bien au-delà de la communauté des bibliothèques, en ce qui concerne l'intégration des publications savantes numériques, ainsi que la promotion de la recherche et de l'innovation au Canada.

Les bibliothèques universitaires ont évolué considérablement depuis vingt ans. Si elles étaient auparavant la source de financement et le point d'accès aux communications savantes, elles participent aujourd'hui activement au processus de création de contenu et aux efforts pour faire avancer la recherche dans les universités. Étant donné les pressions économiques et démographiques, les exigences de transparence, les réalités géopolitiques, les technologies émergentes et les nouveaux modèles d'édition, les bibliothèques universitaires doivent redéfinir leurs services d'aide à l'enseignement et à la recherche. Elles se sont adaptées à ces nouvelles réalités en travaillant de manière collaborative avec des consortiums régionaux et nationaux comme le RCDR.

Peu après mon entrée en fonction à titre de président du Conseil d'administration du RCDR, j'ai eu l'occasion d'échanger avec d'autres dirigeants sur les défis auxquels les bibliothèques universitaires sont confrontées à cause de l'évolution de milieu des communications savantes. Je suis convaincu que le Groupe de travail sur le modèle de licence, le Groupe de travail sur les bandes et le Projet sur l'utilisation des revues ont permis au RCDR de se doter d'approches pratiques, fondées sur la recherche et adaptées aux besoins de plus en plus divergents en contenu des membres du RCDR. Je voudrais par conséquent remercier les membres de soutenir la recherche canadienne par des projets importants et innovateurs, dont APUC/eBound, PKP et le partenariat Érudit.

Je me réjouis de travailler avec les membres et acteurs du RCDR pour que nous puissions continuer à coordonner et concerter nos efforts à l'échelle nationale. Par ailleurs, je m'engage à promouvoir les relations et perspectives nécessaires pour renforcer le soutien de la communauté que nous avons bâti tous ensemble. Ce sera un immense plaisir d'accueillir tous les membres du RCDR à Montréal en octobre 2017.

Cordialement,

Alan Shepard

Président, Conseil d'administration du RCDR
Président et vice-chancelier, Université Concordia

Message de la directrice générale



Au cours de l'exercice 2016-2017, le RCDR a été extrêmement occupé par les nombreux défis financiers auxquels faisaient face les membres du réseau en plus des grands changements de l'environnement des communications savantes. La faiblesse du dollar canadien a eu un grand impact sur le prix des licences depuis les deux dernières années en plus des augmentations annuelles des coûts des abonnements. Le personnel a poursuivi, sous la direction du Comité stratégique du contenu, son travail de fond sur l'acquisition de licences. L'équipe a toujours tenu à l'esprit les objectifs de maintenir les augmentations négociées à la hauteur de l'indice des prix à la consommation et de trouver des solutions alternatives à la négociation de méga ententes, que les bibliothèques universitaires ont historiquement jugées avantageuses. Cette année, le RCDR a augmenté son niveau d'engagement auprès des membres dans le processus de négociation. Aussi, le Projet d'utilisation des revues a été lancé pour étendre la recherche sur l'utilisation des revues, de citations et de la perception du corps professoral sur la valeur des revues à l'échelle nationale.

Par le truchement d'un nombre d'initiatives collaboratives, le RCDR continue de faire avancer le savoir et la recherche numérique. Nous poursuivons notre engagement international avec le renouvellement de l'initiative SCOAP3, la participation dans la communauté d'International Council of Library Consortia (ICOLC) et l'exploration de l'initiative [OA2020](#). Les collaborations nationales comprennent la prolongation d'un an du partenariat Érudit, la participation au Groupe de travail sur l'édition savante canadienne avec les autres intervenants dans la communauté, l'engagement actif auprès des intervenants du réseau d'infrastructure numérique et l'approche consortiale pour la mise sur pied d'ORCID au Canada ORCID-CA. Le RCDR a également commencé les discussions avec [Canadiana.org](#) sur l'exploration de la possibilité

d'un regroupement des deux organisations comme discuté à l'Assemblée générale annuelle (AGA) en 2016. Cette exploration continue en 2017.

À la suite de l'Assemblée générale annuelle en 2016, le RCDR a accueilli le professeur Alan Shepard à titre de président du Conseil d'administration. Le professeur Shepard aura un mandat de trois ans. Son leadership débutait au moment que les membres ont ratifié un prolongement de 2 ans du Plan stratégique et sera un excellent atout pendant nous explorons l'opportunité avec Canadiana ainsi que la recherche de nouvelles façons de soutenir nos membres dans le travail de base des licences.

Le RCDR continue de fonctionner dans une façon fiscalement prudente. Nous avons encore excédé ces prévisions budgétaires et avons achevé un troisième surplus modéré dans l'exercice 2016-17. Au cours de l'été et de l'automne de cette année, l'équipe du RCDR a poursuivi le travail de mise à jour du site Web qui sera dorénavant plus informatif et qui rendra la navigation plus facile. Il a été lancé en octobre 2016.

Comme les années précédentes, c'est un plaisir pour moi de travailler avec l'équipe du RCDR dont le professionnalisme et le dévouement ne cessent d'apporter aux membres une valeur sans égale.

L'opportunité dont je jouis, en travaillant avec et au nom des membres du RCDR, est toujours une source d'enrichissement pour moi. J'anticipe avec beaucoup d'enthousiasme l'occasion de servir la communauté au cours de la prochaine année comme l'équipe du RCDR continue de réaliser les objectifs déterminés par les membres.

Cordialement,

Clare Appavoo

Directrice générale



À propos du RCDR

Mission

Le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) est un partenariat d'universités canadiennes qui se consacre à étendre l'accès au contenu numérique pour la recherche universitaire au Canada.

Grâce à l'action concertée des bibliothécaires, des chercheurs, des administrateurs et d'autres intervenants de la collectivité de la recherche, le RCDR entreprend des initiatives à grande échelle d'acquisition de contenu et de licences en vue de mettre en place une infrastructure de connaissances pour soutenir la recherche et l'enseignement dans les universités canadiennes.

Vision

Le RCDR est un agent catalyseur d'innovation et de développement qui soutient le plus possible le milieu de la recherche canadien, les activités académiques, les activités créatives et les transferts de connaissance en travaillant activement en collaboration avec les autres parties prenantes.

VALEURS

Responsabilité

La force motrice du RCDDR sont ses membres, auxquels il rend compte.

Large accès

Le RCDDR s'est engagé à obtenir l'accès le plus large possible à la connaissance mondiale pour le bénéfice de ses universités membres ainsi que les groupes qu'elles desservent.

Collaboration

L'esprit de collaboration et le partenariat entre les intervenants sont le pivot de toutes les initiatives et activités du RCDDR.

Transparence

Le RCDDR fonctionne dans la transparence, dialogue ouvertement, communique ses activités efficacement et tient compte constamment des rétroactions.

Atteinte du consensus

Le RCDDR reconnaît la diversité entre les établissements membres et la communauté de recherche, il cherche donc à établir un consensus et une bonne entente pour l'atteinte d'objectifs communs

Excellence

Le RCDDR vise l'excellence et il cherche constamment à améliorer ses services et ses activités.

CRKN EN BREF

8 employés et un conseil d'administration



4 comités permanents



2 groupes de travail associés



Soutient les bibliothèques membres de

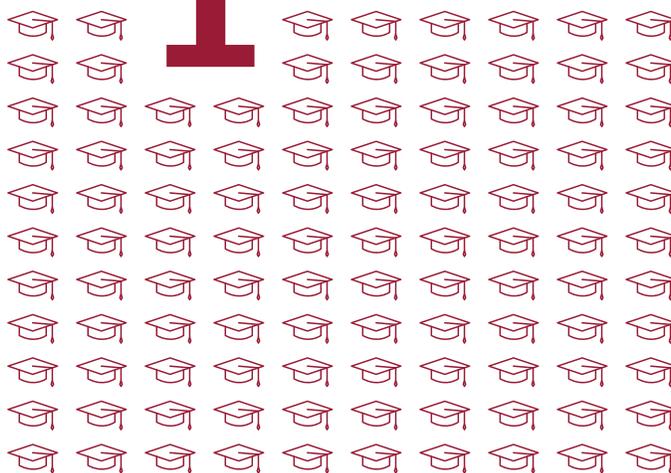


75
universités

Pour le bénéfice de plus de **42,000** chercheurs et professeurs



Et de plus de **1** million d'étudiants à travers le Canada



Administrent plus de **124**
millions



de \$ en dépenses pour les licences

Conseil d'administration

Le RCDR est régi par un conseil d'administration dont les dix membres sont bénévoles (huit membres sont élus et deux membres sont nommés) et font partie des membres du Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR). Le conseil d'administration est appuyé par le personnel du RCDR et par trois comités bénévoles (Comité exécutif, Comité stratégique du contenu et Comité des finances et de la vérification), par un sous-comité (gestion des

périodiques) et, au besoin, par des groupes de travail qui sont créés pour intervenir sur des questions ponctuelles.

La structure de l'organisation a été conçue pour représenter les membres et pour répondre à leurs besoins, tout en assurant un encadrement suffisant et une vision stratégique pour bien mener les programmes nationaux de contenu.



Conseil d'administration Janvier 2017 De gauche à droite : Todd Mundle, Lesley Balcom, Trevor Davis, Catherine Steeves, Alan Shepard, Clare Appavoo, Carol Shepstone, Daniel Godon, Larry Alford, Gwen Bird, Christopher Callbeck

Alan Shepard, Ph.D.

Président
Président et vice-chancelier
Université Concordia

Larry Alford

Bibliothécaire en chef
University of Toronto

Lesley Balcom

Doyenne des bibliothèques
University of New Brunswick

Gwen Bird*

Bibliothécaire en chef et
doyenne des bibliothèques
Simon Fraser University

Christopher Callbeck*

Trésorier
Vice président, Finance et
Administration et directeur des finances
Acadia University

Carol Shepstone*

Vice-présidente
Bibliothécaire en chef
vice-provost
Mount Royal University

Catherine Steeves*

Vice-Provost et Bibliothécaire en chef
Western University

Trevor Davis*

Directeur exécutif, Opérations et
Recherche
Simon Fraser University

Daniel Godon

Directeur du Service de la bibliothèque
Université du Québec en Outaouais

Todd Mundle

Bibliothécaire en chef
Kwantlen Polytechnic University

***Membre du Comité exécutif**

L'Assemblée générale annuelle du RCDR

Aperçu de l'AGA

L'Assemblée générale annuelle (AGA) de 2016 s'est tenue à Halifax du 18 au 20 octobre. Au total, le RCDR a accueilli 106 participants, incluant les membres, les conférenciers et le personnel. Les présentations ont porté sur les mises à jour des initiatives sur le Libre accès, les projets du RCDR, les mises à jour sur le droit d'auteur et les mises à jour sur le travail du Groupe de travail sur la mobilisation des établissements, les activités liées aux accords de licence (y compris l'accès perpétuel) et le Projet sur l'utilisation des revues. Les membres du RCDR ont aussi approuvé une extension du plan actuel stratégique du RCDR. Les membres nous ont fait part de commentaires très positifs au cours de l'événement et aussi lors des sondages de rétroaction, estimant que les sessions avaient très instructives et bien rythmées. L'événement a reçu un taux de satisfaction d'ensemble de 95 % (45 % très satisfaits, 50 % satisfaits).



Photos des membres lors de la réception de bienvenue



Dr. Ray Siemens prononce un discours lors de l'AGA 2016

Prix de reconnaissance pour services exceptionnels Ron MacDonald

La lauréate du Prix de reconnaissance pour services exceptionnels Ron MacDonald a été honorée lors de l'assemblée générale annuelle de 2016 qui s'est tenue à Halifax.

Leslie Weir a été reconnue pour son *dévouement exceptionnel, sa contribution aux initiatives innovatrices et son travail pour l'avancement des infrastructures du savoir au Canada*. Elle a cultivé des relations à l'intérieur et à l'extérieur du secteur de la bibliothéconomie, y compris les éditeurs savants, les bailleurs de fonds et autres. Leslie a joué un rôle clé dans l'établissement et la réussite constante du RCDR depuis 2002, date à laquelle elle a rejoint le comité directeur du Projet canadien de licences de site nationales (PCLSN), organisme précurseur du RCDR. Ce prix de reconnaissance d'un membre du RCDR a été remis la première fois en 2010 et honore la mémoire de Ron MacDonald, l'un des principaux artisans de l'élaboration des programmes et services communs du RCDR.



Prix présenté à Leslie Weir par Donna Bourne-Tyson



De gauche à droite: Carol Shepstone, Leslie Weir, Elizabeth Cannon

Objectifs stratégiques

1 Collaborer pour faire avancer la recherche numérique

Nous évaluerons les partenariats actuels et éventuels afin de mieux concentrer nos ressources et nos efforts au Canada et à l'étranger. Nous voulons réduire la redondance, partager et distribuer le savoir-faire et ainsi repérer les possibilités de financement conjoint.

2 Expansion du contenu et des services offerts

Le RCDR continuera de soutenir, renforcer et évaluer les licences existantes, tout en continuant d'élaborer et de mettre en œuvre un processus systématique afin de déterminer les besoins en contenu divers et toujours en évolution de ses membres du RCDR et d'y répondre. Nous aiderons nos membres à répondre aux besoins grandissants de leur communauté en offrant une nouvelle infrastructure, d'autres services, et en élargissant leurs rôles dans le cycle de vie des communications savantes en mettant au point une façon systématique d'appuyer l'édition en libre accès.

3 Mobiliser les membres et les intervenants

Nous continuerons d'élaborer et de fournir de solides services aux membres et nous nous engageons à faire participer nos membres à un dialogue véritable. Nous nous engageons à favoriser un degré élevé de confiance et de responsabilisation à la fois avec nos membres et avec nos interlocuteurs.

4 Maintenir et renforcer la viabilité

Grâce à un leadership visionnaire et à l'affectation de ressources à des priorités stratégiques, nous mettrons à contribution les membres et le personnel du RCDR à fournir un éventail complet de services homogènes et de grande qualité, et ce dans les deux langues officielles. Le RCDR gagnera la confiance de ses membres et veillera à ce qu'ils aient une compréhension en profondeur de la valeur du réseau. Le RCDR atténuera les risques financiers en offrant un rendement sur investissement élevé aux membres et en repérant les initiatives ou les partenariats qui attireront du nouveau financement.

Projets et collaborations

Le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) travaille au profit de ses membres pour multiplier les partenariats et les projets conjoints afin d'atteindre son objectif de collaboration pour la promotion du savoir numérique. Par l'intermédiaire de ses collaborations avec des bibliothécaires, des chercheurs, des administrateurs, des bailleurs de fonds, des éditeurs et d'autres intervenants de la collectivité de la recherche, le RCDR établit une liaison entre les associations, les organismes et les personnes travaillant ensemble pour faire avancer la recherche au Canada.

Les membres du RCDR représentent 75 bibliothèques universitaires de partout au Canada et comprennent des établissements de recherche de classe mondiale ainsi que des établissements axés sur l'enseignement novateurs. Le RCDR invite les organismes aux vues semblables à collaborer sur des projets portant sur l'établissement d'une infrastructure du savoir et la capacité de recherche et d'enseignement dans les universités canadiennes.

Aperçu du Projet sur l'utilisation des revues

Le Projet sur l'utilisation des revues a été lancé au printemps 2016. L'étude élargit la recherche menée à l'origine par Dr. Vincent Larivière, de l'Université de Montréal et par trois autres universités québécoises. Les chercheurs ont examiné les répercussions sur les bibliothèques de la fusion des éditeurs et de l'élaboration de ce qu'on appelle dans l'industrie la « méga entente ». L'élargissement de la recherche à 28 institutions offre à chaque établissement la possibilité de mesurer les données d'utilisation et de citation des revues sur leurs campus, tout en comparant ces données avec la perception du corps professoral sur la valeur des revues. La recherche explore, entre autres, les similitudes, les différences et les tendances d'utilisation, les citations et les perceptions du personnel enseignant de plusieurs types d'établissements au Canada.

Projet lancé à l'été 2016 : Les données sur les données d'utilisation des revues ont été recueillies au cours de l'été et de l'automne et les données du sondage ont été recueillies à la fin de l'automne et au début de l'hiver. Les conclusions seront livrées à l'été 2017.

Partenariat Érudit

Le partenariat entre Érudit et le RCDR sera reconnu par un prix de reconnaissance de l'ALCTS pour Outstanding Citation collaboration en juin 2017 lors de la rencontre de l'ARL. Le partenariat a réussi à faire descendre l'embargo du libre accès à 12 mois avec toujours en tête l'objectif de rendre tout le contenu accessible en libre accès. Érudit a comme projet de s'adresser directement aux membres du RCDR en présentant des webinaires sur leur modèle d'affaires et les projets à venir. La collaboration entre PKP et Érudit est de plus en plus présente et porte fruit pour la publication et la diffusion des sciences sociales et humaines canadienne. Une nouvelle entente de partenariat sera proposée aux membres au courant de l'automne, avant l'AGA.

SCOAP³

Le RCDR est le point de contact national pour le Canada pour le Groupement pour la libre diffusion des résultats de physique des particules (SCOAP³) et la directrice générale du RCDR est membre du Conseil de gouvernance de SCOAP³, à titre de représentante du Canada, en plus de présider le Comité exécutif.

SCOAP³ est un [partenariat](#) unique de milliers de bibliothèques, d'organismes de financement et de centres de recherche de plus de 40 pays. En travaillant avec des éditeurs importants, SCOAP³ a converti des [revues spécialisées importantes](#) dans le domaine de la physique des hautes énergies au libre accès sans aucun coût pour les auteurs. SCOAP³ paie de façon centrale les éditeurs pour les coûts engendrés pour fournir le libre accès et, en retour, les éditeurs réduisent leurs frais d'abonnement à tous leurs clients, qui peuvent se servir de ces frais pour verser une contribution à SCOAP³. Chaque pays participe à un niveau à la hauteur de son [apport scientifique dans ce domaine](#).

Au cours de l'exercice 2016-2017, la licence SCOAP³ a été renouvelée pour la Phase II, couvrant la période 2017-2019. De plus, le CERN et la Société physique américaine (APS) ont négocié une entente pour ajouter au projet trois revues publiées par l'APS à partir du 1^{er} janvier 2018. L'ajout de ces trois revues signifie que SCOAP³ couvrira plus de 90 % des articles publiés dans le domaine de la physique des hautes énergies.

« On doit reprendre des moyens pour conserver un accès aux articles ainsi qu'aux données recueillies lors des projets de recherche qui sont réalisés à partir du financement public et qui peuvent être utiles pour les décideurs publics et pour les citoyens. »

Tanja Niemann, *udemnouvelles*,
13 septembre 2017

ORCID Canada

Le groupe de travail d'ORCID Canada a été créé en 2016 pour explorer la possibilité d'utiliser une approche axée sur un consortium national au Canada. Le groupe de travail est composé de divers intervenants provenant de la communauté de recherche. Avec son expertise de portée nationale dans le domaine des licences, le RCDR a accepté d'agir comme intervenant principal du consortium ORCID Canada. Le groupe travail a émis, en mars dernier, une déclaration commune de principes pour le lancement du site [ORCID-CA](#). Les négociations de licence ont été conclues avec succès le 28 mars. Le recrutement des premiers membres de ORCID-CA a commencé en avril.

COUNTER

Le RCDR est toujours membre actif de COUNTER, un organisme international de normalisation, qui maintient le Code de pratique définissant comment les données d'utilisation sont déclarées pour les ressources électroniques. Les membres de RCDR consultent souvent les rapports COUNTER afin d'obtenir des données quantitatives sur l'utilisation de leurs collections. Les rapports COUNTER sont des éléments clés de l'Analyse de la valeur des journaux et du Projet sur l'utilisation des revues. Puisque COUNTER lancera prochainement une nouvelle version du Code de pratique, en 2017, le RCDR et ses partenaires ont participé au processus de développement de la nouvelle version. Cette nouvelle version doit être finalisée en 2017 et la mise en oeuvre est prévue pour janvier 2019.

CNDHI-IPNPC

L'Index des projets de numérisation du patrimoine canadien (IPNPC) a été lancé en mars 2016 ([cndhi-ipnpc.ca](#)). Cet index regroupe des collections numérisées du patrimoine canadien issu de diverses universités canadiennes, ainsi que de bibliothèques provinciales et territoriales. Le projet a été financé par Bibliothèques et Archives Canada et le RCDR.

L'IPNPC a été conçu pour promouvoir et faciliter l'accès aux collections patrimoniales numérisées du Canada, en plus de soutenir la recherche universitaire et le partage d'information dans la communauté canadienne du patrimoine documentaire. Plusieurs professionnels et amateurs du patrimoine documentaire ont déjà consulté et partagé le site. La collection inclut des enregistrements vidéo et sonores, images, textes électroniques, manuscrits et publications.

À son lancement, l'IPNPC comptait un peu de 1000 collections provenant de 142 établissements. En 2017, un formulaire de soumission a été ajouté au site pour que les individus qui connaissent le patrimoine numérisé du Canada puissent ajouter de nouvelles collections facilement. Par conséquent, l'index qui est en pleine croissance compte plus de 1200 collections. On prévoit que d'autres collections seront ajoutées en cours d'année.

Le Groupe de travail sur l'édition savante canadienne

L'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC) a créé [le Groupe de travail sur l'édition savante canadienne](#) à titre de groupe multi-intervenants en juillet 2016. Le groupe avait comme objectif de développer un cadre de communications savantes qui serait prévisionnel, robuste et durable. Le RCDR a participé activement aux travaux du groupe de travail en collaboration avec d'autres intervenants du réseau de l'édition savante au Canada, y compris les presses universitaires, les bibliothèques de recherche et Érudit. Le groupe de travail s'est réuni régulièrement pour discuter de l'avenir de l'édition savante au Canada. Ces réunions ont offert aux intervenants l'occasion d'examiner les enjeux communs. Le RCDR a mis à contribution son expertise dans les domaines des licences et du contenu, surtout dans le contexte de son partenariat avec Érudit. Le groupe de travail a publié un rapport provisoire en janvier 2017 et a publié le [rapport final](#) à l'été de 2017.

Exploration du projet de fusion entre le RCDR et Canadiana

Un groupe de travail commun a été créé en 2016-2017 pour explorer les risques et les avantages d'une fusion entre le RCDR et Canadiana. Le groupe, composé de membres du conseil d'administration des deux organisations, a pour mandat d'élaborer une vision commune du potentiel de la fusion. Les membres du groupe de travail ont présenté leurs conclusions préliminaires lors d'une rencontre à Halifax en 2016, après laquelle ils ont organisé un groupe pour les membres à Toronto en mai 2017. Le groupe de travail doit ensuite présenter une proposition d'affaires aux membres à l'AGA en 2017.

Projet d'Écosystème intégré du savoir (EIS)

Le RCDR continue de travailler au projet d'Écosystème intégré du savoir dans le cadre de diverses activités, comme le lancement du Projet sur l'utilisation des revues, le développement de CNDHI-IPNPC, la participation à [INKE](#) et le travail de collaboration avec d'autres organisations pour développer une approche consortiale canadienne pour ORCID.

Services

Trousse de mobilisation des établissements

La Trousse de mobilisation des établissements, développée et lancée au début de 2016, vise à offrir aux membres des outils pour discuter avec les intervenants internes des défis que pose le développement pérenne aux bibliothèques dans le système actuel des communications savantes. Au cours de l'année, différents membres ont utilisé les éléments de la trousse et nous ont fait part de leurs commentaires en vue d'améliorer la de la trousse. Le RCDR a révisé des éléments de la trousse suite aux commentaires des membres et une version 2 sera disponible à l'automne 2017.

Analyse de la valeur des revues

Le RCDR collecte chaque année les données sur l'utilisation des plus importants ensembles de titres qui seront renouvelés, et ce, pour aider les membres à évaluer la valeur des forfaits choisis par les institutions. Cette année, les données provenant de quatre éditeurs ont été incluses dans le rapport de l'Analyse de la valeur des journaux : Elsevier, Sage, Springer et Wiley. Suite aux commentaires des membres, le personnel du RCDR apporte chaque année

des améliorations aux rapports de l'Analyse de la valeur des revues. En 2018, le format du rapport fera l'objet d'une révision complète.

« Nous avons utilisé les ressources de la trousse de mobilisation des établissements pour un dossier que nous avons préparé pour la haute direction de l'Université Simon Fraser. Le matériel proposé offre un contexte parfait pour discuter de la politique du Libre Accès dans notre institution. »

Gwen Bird, Bibliothécaire en chef,
Simon Fraser University

« Pour préparer la semaine du Libre Accès à l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, nous avons utilisé les images sur le libre accès provenant de la trousse de mobilisation. »

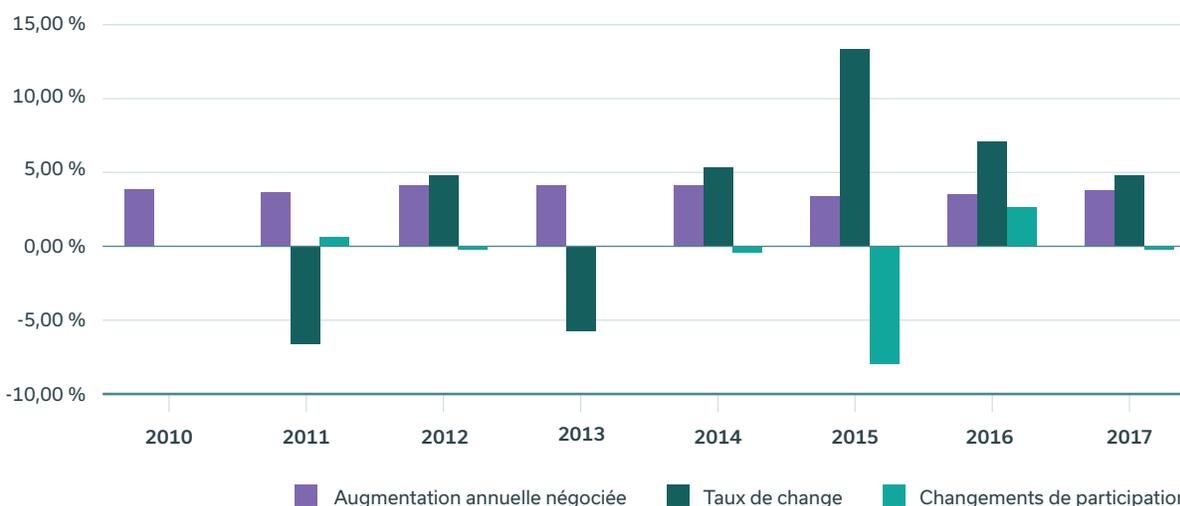
Rosemary Le Faive,
Bibliothécaire à l'infrastructure digitale et à la recherche,
University of Prince Edward Island

Services de taux de change

Depuis dix ans, le RCDR améliore le processus de négociation et de facturation des licences pour le contenu de base, ce qui représente près d'un tiers du budget d'acquisition des universités canadiennes. Le plus gros volume du contenu sous licence du RCDR est négocié et payé en dollars américains (USD), mais il est facturé aux membres en dollars canadiens (CAD). Puisque les licences du RCDR sont habituellement négociées pour une période de trois ans, les budgets de collection des membres s'exposent à des risques de change importants pendant la durée de la licence, entre le moment où la transaction est conclue en USD et le moment où les membres sont facturés en CAD.

Le RCDR offre des services de taux de change depuis 2012 pour que les membres aient plus de choix quant au règlement de leurs comptes en USD, ce qui leur donne ainsi plus de prévisibilité et de contrôle sur leurs budgets. Le service offre désormais aux membres la possibilité de payer en USD s'ils désirent profiter des avantages du taux de change pour leur université. Le service est offert moyennant de modestes frais administratifs et il est entièrement optionnel. Même si le service donne plus de prévisibilité aux membres, il ne leur garantit pas pour autant le meilleur prix. Le tableau suivant montre que depuis quelques années, la fluctuation du dollar canadien a eu beaucoup plus d'impact sur les frais payés par les membres que les hausses de prix annuelles négociées :

Fluctuations des dépenses de licence du RCDR pour les grands éditeurs – 2010-2017



40 membres du RCDR ont profité de ces services depuis 2012, ce qui représente 60 millions USD au total en frais de licences. Au cours de l'exercice actuel (2016-17),

29 membres ont eu recours aux services pour un total de 25 millions USD pour trois licences parmi les plus importantes du RCDR.

Examen institutionnel annuel

Tous les ans, le RCDR transmet aux membres un rapport qui résume les avantages des programmes de licences : détails de facturation, coûts des licences, impact des taux de change et cotisations des établissements (calculées en coûts par licence). L'examen institutionnel annuel souligne également les initiatives ou les nouveaux projets auxquels participent les membres, notamment le projet Héritage de Canadiana, le partenariat Érudit et l'initiative SCOAP³.

Afin que les membres puissent procéder à leur propre analyse, le RCDR présente les données sur les licences sous forme de chiffrer. Le RCDR utilise également dans divers rapports des données agrégées sur les licences, dont le format est toujours le même depuis l'exercice 2009-2010, notamment pour suivre l'impact des taux de change sur les budgets des membres.

Ce rapport est habituellement envoyé aux membres en juin avec les cotisations à verser au RCDR. L'information est présentée par modules, ce qui permet aux membres de transmettre une ou plusieurs sections du rapport aux divers acteurs de leur campus.

« L'Université de Victoria travaille avec le RCDR pour limiter l'impact de la fluctuation des devises étrangères sur ses résultats financiers et les services offerts sont excellents. Le RCDR est très prévoyant et conciliant quand il s'agit de trouver des solutions efficaces pour tous. »

Andrew Coward, trésorier
Université de Victoria

À propos du Comité stratégique du contenu

Le Conseil d'administration a créé le Comité stratégique du contenu, qui est désormais un comité permanent du CA. Le CSC est chargé des tâches suivantes :

- Élaborer et superviser des analyses de besoins systématiques auprès des membres, entreprendre des consultations exhaustives pour déterminer les priorités, exigences et directives des membres quant au recensement, à la négociation, à la mise en œuvre et à l'accès permanent aux ressources électroniques;
- Suivre les progrès dans le domaine des publications savantes et se tenir à l'affût des occasions qui se présentent pour défendre les intérêts des membres;
- Définir des objectifs, principes, stratégies et directives pour les fournisseurs ainsi que les négociations pour le libre accès et les accords de licences. Soumettre au besoin des recommandations au CA;
- Superviser l'exécution des stratégies de négociations sur lesquelles le personnel s'est entendu, aider et soutenir le négociateur selon les objectifs définis par le CA;
- Évaluer les résultats des négociations, évaluer le progrès du CA, les développements et les questions découlant des clauses contractuelles obtenues grâce aux négociations;
- Conseiller et aider le personnel pour la mise en œuvre des accords de licences et d'accès (notamment en ce qui concerne la gestion des périodiques et de l'accès perpétuel);
- Offrir des conseils stratégiques et mettre son expertise professionnelle au profit de la planification, mise en œuvre de programmes et communications du RCDR;
- Travailler étroitement avec les autres comités pour s'harmoniser avec tous les objectifs en matière de frais de licences et partage des coûts;
- Informer le CA et le personnel de tout enjeu politique ou opérationnel, résultant de ses travaux, qui pourrait devoir être délégué à un autre groupe ou entité de l'organisation;
- Assumer toute responsabilité que le CA pourrait lui déléguer de temps à autre.



Rangée arrière (de gauche à droite) : Jason Friedman, Harriet Rykse, Tanja Harrison, Denise Koufogiannakis, Pamela Jacobs, Stéphanie Gagnon, Lisa Petrachenko, Alexandra Houde, Craig Olsvik

Première rangée (de gauche à droite) : Gabrielle Prefontaine, Todd Mundle, Clare Appavoo, Jennifer Richard

Membres

Todd Mundle

Président
Bibliothécaire en chef,
Kwantlen Polytechnic University

Gabrielle Prefontaine

Vice-présidente
Doyenne de la bibliothèque,
University of Winnipeg

Membres désignés du Conseil des bibliothèques universitaires de l'Atlantique (CBUA) :

Tanja Harrison

Mount Saint Vincent University

Jennifer Richard

Acadia University

Membres désignés du Conseil ontarien des bibliothèques universitaires (OCUL) :

Harriet Rykse

Western University

Pamela Jacobs

University of Guelph

Membres désignés du Bureau de coopération interuniversitaire (BCI):

Stéphanie Gagnon

Université de Montréal

Louis Houle

Université McGill

Membres désignés du Conseil des bibliothèques universitaires des Prairies et du Pacifique (COPPUL) :

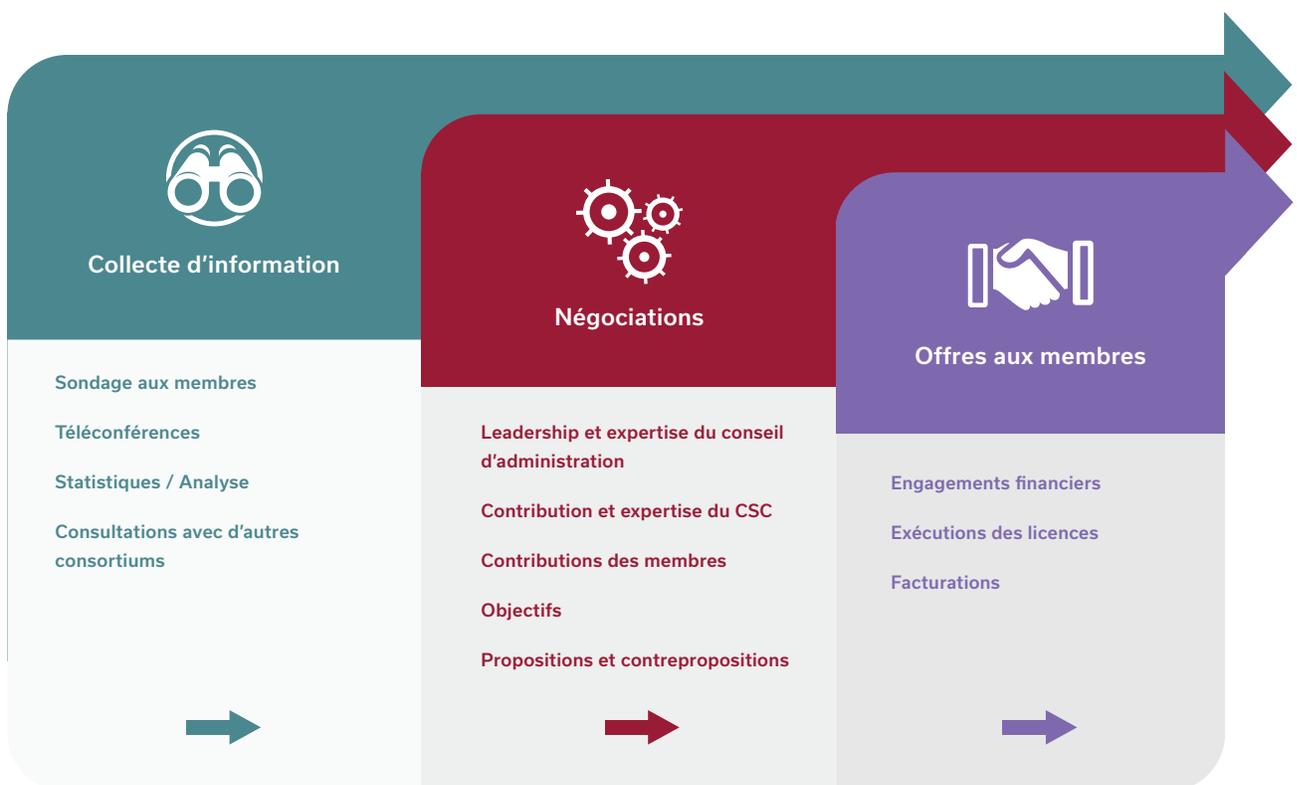
Denise Koufogiannakis

University of Alberta

Lisa Petrachenko

University of Victoria

PROCESSUS DE NÉGOCIATION



Rapport du Comité stratégique du contenu

Il y a eu beaucoup de changements en 2016-17 concernant les activités de licence du RCDR. En moyenne, moins de licences ont été négociées ou renouvelées, mais le processus d'octroi de licence du RCDR a progressé considérablement et nous avons travaillé de près avec les membres pendant tout le cycle de négociation et la transition vers le nouveau modèle de licence du RCDR.

Taylor & Francis

L'accord de licence avec Taylor & Francis était le contrat principal à renouveler en 2016-2017 et la seule « méga-entente » de périodiques. Puisque les membres ont indiqué qu'ils voulaient participer plus directement au processus de négociation, le RCDR a choisi de changer le processus de retour d'information et d'organiser une série de téléconférences au début du cycle de renouvellement en 2016. Grâce à ces rencontres, les membres ont pu contribuer dès le début aux objectifs de négociation proposés par le Comité stratégique du contenu. Le conseil d'administration a revu et approuvé la version finale de ces objectifs. Plusieurs personnes ont participé aux deux conférences Web, après lesquelles le RCDR a envoyé un sondage sur T&F aux membres. Les questions du sondage ont été élaborées à partir des sujets discutés pendant les téléconférences.

Plusieurs membres ont indiqué au RCDR qu'ils voulaient plus de flexibilité dans les licences pour les grands ensembles de revues. Plus précisément, certaines bibliothèques voudraient réduire leurs dépenses de licence puisque leurs budgets diminuent et que le statu quo n'est plus possible avec la baisse du dollar canadien. Le RCDR a donc négocié différentes options aux licences de T&F (plus petites collections). Le réseau a également conclu d'excellents accords pour les bibliothèques qui maintiennent leurs licences pour les grands ensembles de revues. Par ailleurs, les membres du RCDR ont beaucoup contribué aux négociations par rapport à la nouvelle politique d'archives mouvantes de T&F. Plusieurs membres risquaient de payer des frais additionnels ou de perdre leur accès au contenu à cause de cette politique.

ACUP/eBOUND

Le RCDR a renouvelé sa licence pour les livres électroniques avec eBOUND et l'Association des presses universitaires du Canada (APUC) pour la première fois le 1er janvier 2017. La licence, dont le contenu provient de 17 presses universitaires membres, donne accès à une collection de plus de 10 000 titres. Les bibliothèques ont également la flexibilité de choisir parmi plusieurs collections classées par année de publication. La seconde phase de la licence s'étend maintenant au contenu de 2017 à 2019 et plusieurs membres de petites universités en Ontario ont migré vers la licence du RCDR après l'expiration de leur contrat régional. Les membres du RCDR accordent toujours beaucoup d'importance au contenu canadien et recherchent de bons modèles économiques pour favoriser le contenu spécialisé canadien.

Le RCDR continuera à travailler avec eBOUND, APUC et le Portail universitaire de l'Ontario (comme plateforme et service d'hébergement des monographies électroniques) pour améliorer certains aspects de la licence, dont la livraison rapide de livres et dossiers, l'augmentation des collections et toute la gestion des droits numériques.

« L'Université de Calgary apprécie l'effet de levier que le RCDR apporte dans les négociations avec les fournisseurs et les efforts que le RCDR fait pour répondre aux besoins variés de ses membres. Pour Calgary, la possibilité de pouvoir réduire les coûts pour les périodiques de Taylor&Francis - en annulant une des trois collections principales et en ajoutant un petit bouquet thématique - a rendu possible pour nous de faire des économies tout en gardant en tête nos priorités d'acquisitions. »

Tom Hickerson, Vice-Provost
(Bibliothèques et Ressources culturelles)

Modèle de licence du RCDR

Le Groupe de travail sur le modèle de licence a terminé son mandat en mai 2016 lorsque le conseil d'administration a revu et approuvé le nouveau modèle de licence. Étant donné l'évolution des pratiques de licence depuis l'adoption du modèle de licence en 2000 (dans le cadre du Projet canadien de licences de sites nationales), le Comité stratégique du contenu avait recommandé un examen systématique pour modifier au besoin le format et le langage du modèle de licence.

Le modèle de licence est un des outils principaux pour les membres du RCDR qui participent aux accords de licence. Ainsi, le groupe de travail a étudié le langage de diverses licences internationales, puis évalué attentivement les divers besoins en matière de communications savantes pour offrir les meilleures conditions possible aux bibliothèques du RCDR avec le modèle de licence. Parmi les gains significatifs, les clauses concernant la cessation de service, l'accès perpétuel et l'accès général, le partage de communications savantes, l'usage à des fins pédagogiques, la simplification des autorisations d'usage et les sections réservées aux utilisateurs ont été améliorées. Une clause de retrait pour les accords de licences pluriannuelles a également été ajoutée.

Le nouveau modèle de licence a servi pour la première fois lors du renouvellement de l'accord de licence avec Taylor & Francis (2017-2019). En revanche, la majorité des clauses types sont restées intactes dans le contrat final. Le RCDR prévoit utiliser la nouvelle licence pour toutes les autres négociations et la plupart des contrats devraient passer au nouveau modèle d'ici deux ans.

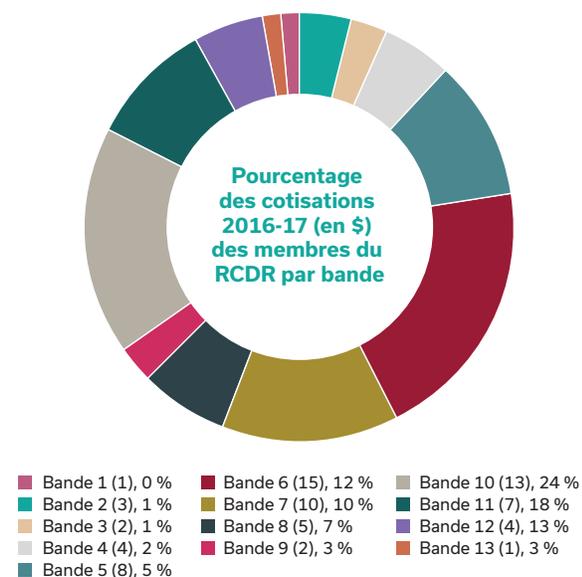
Système de bandes du RCDR

Suite au rapport que le Groupe consultatif sur le partage des coûts a soumis en juin 2013 et au rapport que le Groupe de travail sur les bandes a soumis en 2015, le RCDR a créé un système de bandes afin d'offrir aux membres du consortium une mesure de comparaison pour attribuer équitablement le prix des ressources, dont le coût est actuellement partagé entre les membres (ce qui représente 20% des licences du RCDR). Le système a été conçu pour refléter et représenter adéquatement les activités d'enseignement et de recherche des membres d'une bande qui paient le même coût pour une licence donnée.

Le RCDR a négocié la transition d'un système de partage des coûts vers un système de bandes auprès de deux éditeurs et doit proposer ce système lorsque d'autres licences à renouveler seront négociées.

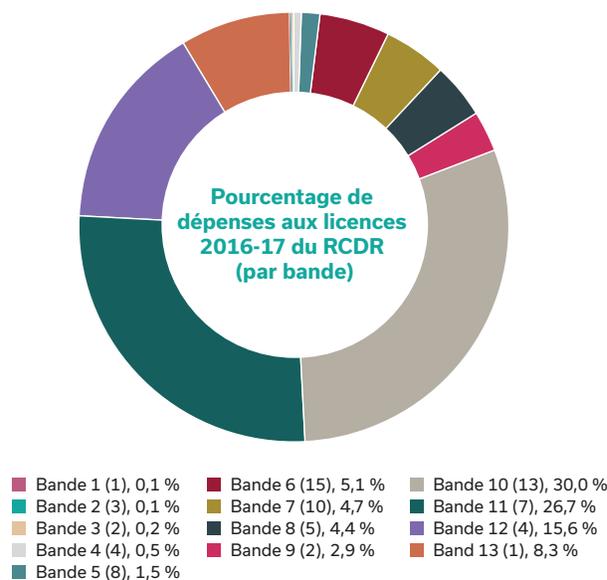
Les diverses bandes dans lesquelles les établissements membres sont répartis seront évaluées annuellement selon la dernière moyenne triennale de données disponibles. Depuis le début de l'exercice 2017-18, le RCDR utilise également de système de bandes pour évaluer les cotisations des membres, ce qui marque la transition d'un système à 8 niveaux vers une structure à 13 bandes.

L'exercice financier 2016-2017 fut le dernier exercice où le RCDR a utilisé son ancien système à 8 niveaux pour évaluer les cotisations. Pour l'exercice financier 2017-18, le RCDR a adopté le système de bandes pour l'évaluation des cotisations. Même si la facturation en 2016-17 a été établie sur les anciens niveaux, l'allocation des frais d'adhésion peut être illustrée à l'aide des bandes :



Comme le démontrent les données du tableau ci-dessus, la contribution des 13 institutions de la bande 10 représente 23,9% du revenu provenant des cotisations des membres du RCDR, tandis que la contribution de l'unique établissement de la bande 13 représente 3,3 % du revenu total provenant des cotisations des membres.

Compte tenu des difficultés budgétaires auxquelles les membres du réseau ont dû faire face cette année, en raison d'une baisse des contributions budgétaires de l'Université et de la faiblesse du dollar canadien, le réseau a analysé la participation de ses membres aux activités d'acquisition de licences au sein des diverses bandes. Cela permet à l'organisation de comprendre le degré de sévérité des impacts liés aux coûts. Le tableau suivant montre le pourcentage (%) des dépenses effectuées par le RCDR, 124M\$ par bande, avec le nombre de membres par bande, indiqué entre parenthèses (x).



Selon les données du tableau, les 13 établissements de la bande 10 ont dépensé 30 % du budget total du RCDR de 124M\$ en 2016-17, tandis que l'unique établissement de la bande 13 a dépensé 8,3 % du total des dépenses.

À propos Comité des finances et de la vérification

À titre de comité permanent créé par le Conseil d'administration, le Comité des finances est chargé des tâches suivantes :

- Donner son avis au CA sur les enjeux financiers du RCDR;
- Recommander les vérificateurs qui seront nommés;
- Examiner l'ensemble de la vérification et approuver les frais de vérification facturés;
- Recevoir et revoir les états financiers vérifiés du RCDR pour déterminer s'ils sont présentés adéquatement et respectent les principes de comptabilité. Le comité doit également s'assurer que l'information est pertinente avant qu'elle soit transmise au CA;
- Recevoir et revoir le rapport annuel du vérificateur;
- Recommander un budget annuel au CA, notamment en ce qui concerne les cotisations annuelles des membres;
- Déterminer si les budgets doivent être révisés et faire les recommandations nécessaires à cet effet au CA;
- Donner son avis au CA sur les exigences financières;
- Revoir tous les contrats, ententes ou autres instruments relatifs aux affaires financières du RCDR qui doivent être soumis au CA, puis faire les recommandations nécessaires quant aux éventuelles mesures à prendre;
- Veiller à ce que le RCDR ait un processus adéquat pour que les ressources financières soient adaptées aux orientations stratégiques;
- Promouvoir la transparence et la reddition de comptes dans les finances et les activités de planification du RCDR;
- Assumer toute responsabilité que le CA pourrait lui déléguer de temps à autre.

Membres du comité pour l'année 2016-17 :

Christopher Callbeck

président
Vice-président adjoint,
Finances et administration
University of New-Brunswick,
Saint John campus

Bernard Bizimana

Directeur de la Bibliothèque
HEC Montréal

Daniel Godon

Directeur du Service de
la bibliothèque
Université du Québec
en Outaouais

France Paul

Directrice, Services
techniques
Université de Sherbrooke

Trudy Pound-Curtis

Vice-présidente adjointe,
Finances, chef de la
direction financière
York University



Rangée arrière (de gauche à droite) : Ken Blonski, Daniel Godon, France Paul, Bill Kuurstra

Première rangée (de gauche à droite) : Bernard Bizimana, Christopher Callbeck, Clare Appavoo

Rapport et analyse de gestion

Exercice terminé le 31 mars 2017

Le présent rapport de gestion est prévu pour accompagner et compléter les états financiers vérifiés du RCDR pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017. Le Comité des finances et de la vérification et le Conseil d'administration examinent tous deux les états financiers vérifiés, ses notes, les états financiers sommaires connexes et le présent rapport avant leur approbation par le Conseil d'administration pour la diffusion à tous.

Le 31 mars 2017, le RCDR a terminé sa treizième année d'activité indépendante en tant qu'organisme canadien sans but lucratif. La vaste majorité des revenus du RCDR, ainsi que les dépenses correspondantes, continuent de provenir des accords de licence nationaux conclus avec des éditeurs pour l'obtention de l'accès à du contenu savant numérique pour les membres du RCDR. Le réseau est administré en ayant toujours en tête l'exécution efficace de ces accords de licence avec toute la force, la marge de manœuvre et le pouvoir d'achat dont jouit l'organisme pour en faire bénéficier tous ses membres.

La responsabilité des états financiers du RCDR incombe à sa direction. Ils ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et vérifiés par la firme Deloitte & Touche s.r.l. Cette fois encore, aucun point d'inquiétude ou d'amélioration n'a été soulevé dans une lettre à la direction, ni dans la communication de fin d'exercice du vérificateur au Comité des finances et de la vérification.

Résumé

Les résultats financiers reflètent la première année du plan stratégique 2016-2018 du RCDR. Ce plan, approuvé officiellement par les membres à l'assemblée générale annuelle (AGA) de 2016 à Halifax, s'appuie sur les objectifs stratégiques centraux du plan précédent (2013-2016). Tout en restant déterminé à rendre le contenu numérique accessible au monde de la recherche universitaire au Canada, et ce, de façon rentable, stable et prévisible, le RCDR a, de plus, axé son mandat afin de collaborer avec les intervenants du milieu pour faire progresser le savoir numérique au pays.

Même si le RCDR avait budgété un déficit de plus de 35 000 \$, il a généré suffisamment d'économies ponctuelles de coûts, des revenus de placements et d'autres revenus pour dégager un léger excédent, soit le troisième en autant d'années. Le neuvième déficit successif prévu au budget de l'exercice 2016-2017 était conforme au modèle pluriannuel du RCDR, conçu pour rétablir l'équilibre budgétaire du RCDR de façon prudente et prévisible.

Le RCDR continue de financer ses activités à l'interne, sans avoir recours à aucun crédit grâce à une surveillance étroite de ses flux de trésorerie, tout en subventionnant ses activités de fonctionnement au moyen de revenus d'intérêts ou d'autres revenus, selon le cas. Ses objectifs financiers pluriannuels consistent encore à réduire l'utilisation des revenus de placements, à limiter les coûts et à réduire le surplus accumulé, au besoin, en établissant

un équilibre entre l'ampleur et la portée de ses activités par rapport à ses sources de revenus pour financer ses activités courantes. Le RCDR mentionne qu'avec l'approbation de son budget pour 2017-2018, il est revenu à un budget structurellement équilibré.

Parmi les principaux développements de cette année, mentionnons la refonte du site Web public et du site Web réservé aux membres du RCDR dans Drupal 8, le remplacement de l'agent des services aux membres et des licences, l'ajout d'une agente principale du contenu et des licences (en prêt de service d'un an de l'Université de Montréal pour couvrir un long congé), le lancement du projet d'utilisation des revues, la relance du modèle de licence du RCDR, les développements importants de l'initiative d'ORCID-CA (en collaboration avec d'autres intervenants du milieu de la recherche numérique) ainsi que la tenue de l'AGA qui a connu du succès et attiré de nombreux participants à Halifax en octobre 2016.

État de la situation financière

Soldes d'encaisse et des débiteurs : La lenteur des éditeurs pour l'envoi de leurs factures, qui ont été reçues après le 1^{er} janvier, soit la date prévue pour le renouvellement de certaines licences, s'est traduite par un autre solde d'encaisse et des comptes débiteurs élevés au 31 mars 2017. Tous les montants des comptes débiteurs étaient à jour à la fin de l'exercice. Le RCDR continue de conserver les ressources suffisantes pour financer ses exigences opérationnelles.

Remises gouvernementales à payer ou à recevoir : Comme l'activité du RCDR afférente aux licences est périodique, il arrive souvent que l'organisme reçoive ou paie des montants considérables de taxes à la consommation.

En général, le RCDR récupère presque toute la TPS, la TVH et la TVQ dépensées dans le cadre de ses activités.

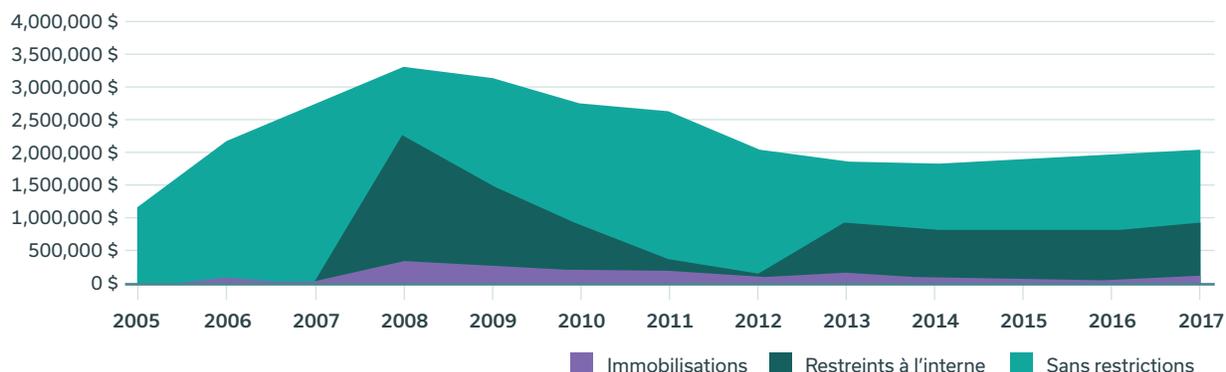
Licences payées d'avance et revenus reportés – Droits de licence :

Le RCDR engage des dépenses liées aux licences et touche des revenus correspondants une fois par mois, lorsque l'accès aux licences est offert. Par conséquent, il a des montants élevés de licences payées d'avance, qui compensent généralement les revenus reportés. Les soldes au 31 mars 2017 sont encore une fois plus élevés que ceux de l'année précédente (et plus élevés que jamais), en raison des effets persistants de la faiblesse du dollar canadien sur les accords de licence qui sont majoritairement libellés en dollars américains.

Immobilisations : Le RCDR a complètement épuisé ses améliorations locatives capitalisées au 31 mars 2017, ce qui coïncide avec l'expiration de son bail initial au 11, avenue Holland. De plus, le RCDR a considérablement capitalisé le développement de son site Web au cours de l'exercice. Il est à noter que le RCDR a procédé à la renégociation du bail de ses locaux actuels (jusqu'au 31 mars 2022) en mai 2016, mais ceux-ci sont transférés (dépenses et coûts assumés par le propriétaire) dans un nouvel espace, légèrement plus petit, du même édifice. Par conséquent, le RCDR prévoit des améliorations locatives mineures et une capitalisation des meubles à l'exercice financier 2017-2018, ce qui coïncide avec le déménagement.

Comptes créditeurs et charges à payer : Le solde des créditeurs du RCDR est déterminé presque entièrement par les variations du cycle de licences d'une année à l'autre. Cette année, le RCDR a reçu une importante facture (et quelques factures plus petites) en retard, qui n'avait pas encore été réglée le 31 mars.

RCDR - Changements à la composition des actifs nets



Actif net affecté et non affecté :

Dans le cadre de son processus d'approbation du budget de l'exercice 2017-2018, et conformément à sa politique sur l'actif net, le RCDR a réservé 810 299 \$ (soit la moitié de son budget de fonctionnement approuvé pour 2017-2018) de son actif net à l'interne.

Il convient de noter que le RCDR réserve une partie de son actif net par rapport aux sommes investies dans les immobilisations afin de tenir compte de l'amortissement prévu. En conséquence, le solde d'actif net non affecté a diminué de près de 70 000 \$ au cours de l'exercice, mais à 1 107 971 \$, il demeure considérablement plus élevé que le solde de 961 134 \$ au 31 mars 2013. Comme on le voit

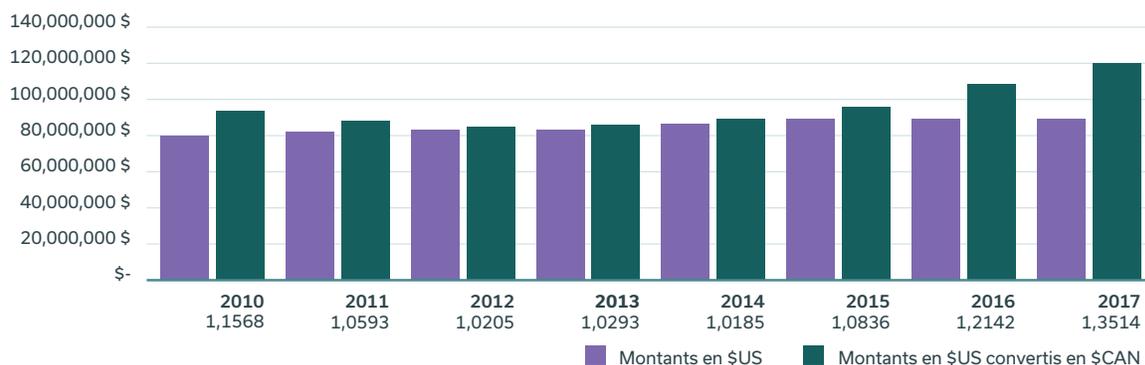
ci-dessous, la composition des actifs nets s'est stabilisée depuis que le RCDR a déménagé dans ses nouveaux locaux en avril 2012.

Contribution nette sur licence :

Compte tenu du fait que le RCDR facture la totalité de ses coûts de licence aux membres et qu'il établit un équilibre entre ses revenus et ses dépenses pour les licences sur une base mensuelle en fonction de la période de licence pertinente, la contribution nette sur licence se situe généralement à zéro.

Le RCDR a connu une autre bonne année en ce qui concerne la croissance des revenus (et les membres ont connu une hausse correspondante des coûts de licence), stimulée

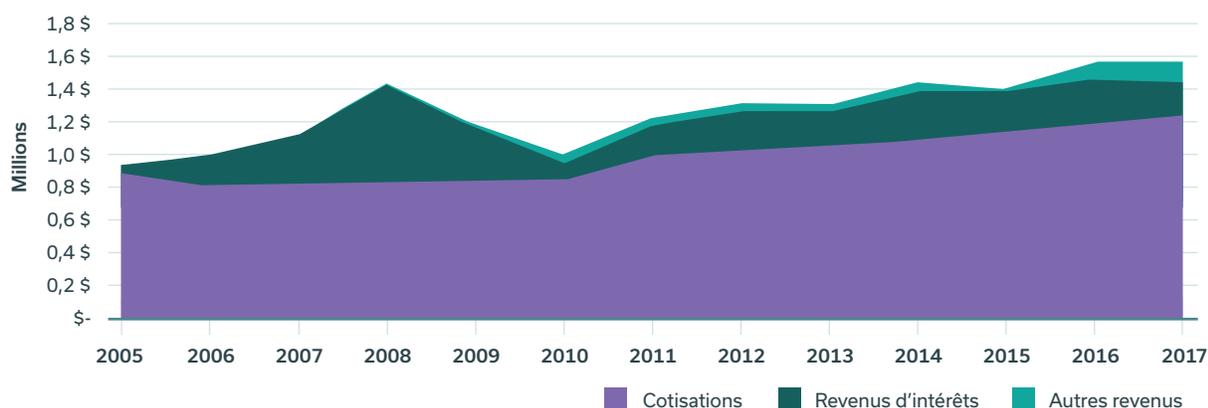
Ampleur des licences en \$US – Effet du taux de change



en particulier par une hausse du contenu libellé en dollars américains. Comme par les années passées, les variations des revenus nets sont causées tant par les fluctuations de la valeur du dollar canadien que par les changements à l'activité liée aux licences :

- Le total des revenus de licences en dollars canadiens du RCDR a augmenté chaque année au cours des quatre dernières années (l'année en cours établit encore une fois un record).
- Si l'on utilise les taux de change constants de 2009-2010 (c.-à-d. les dollars canadiens constants de 2009-2010), l'exercice 2016-2017 se classe devant l'exercice 2015-2016, mais au deuxième rang, tout juste derrière l'exercice 2014-2015 pour ce qui est de l'activité liée aux licences.
- Le total des revenus de licences libellés en dollars américains a diminué (de 43 000 \$) pour la première fois en huit ans, mais demeure à plus de 88 M\$ US pour une troisième année consécutive.
- De plus, les revenus de licences en dollars américains du RCDR (près de 94 % de l'ensemble de ses revenus) ont été produits au taux moyen de 1,3514; il s'agit d'une augmentation de 11 % par rapport à l'an passé et du tiers de plus que le taux observé en 2013-2014. Il s'agit du plus haut taux observé par les membres du RCDR dans son histoire récente.
- Le contenu libellé en dollars canadiens a accusé une hausse de près de 10 % comparativement à l'an passé, tandis que le contenu en livres sterling et en dollars américains est demeuré pratiquement inchangé.

RCDR - Composition du revenu d'exploitation



La direction continue de maximiser le flux de trésorerie et le rendement de ses placements correspondant en fonction des limites fixées par le Conseil.

État des revenus et des dépenses

Frais de fonctionnement : Avec l'approbation du Conseil et conformément à son plan pluriannuel pour revenir à un budget équilibré, le RCDR a augmenté les cotisations de 4,0 % en 2016-2017, qui sont passées de 1 227 452 \$ à 1 276 561 \$. Encore une fois, l'effectif du RCDR est demeuré constant à 75 membres pour l'année.

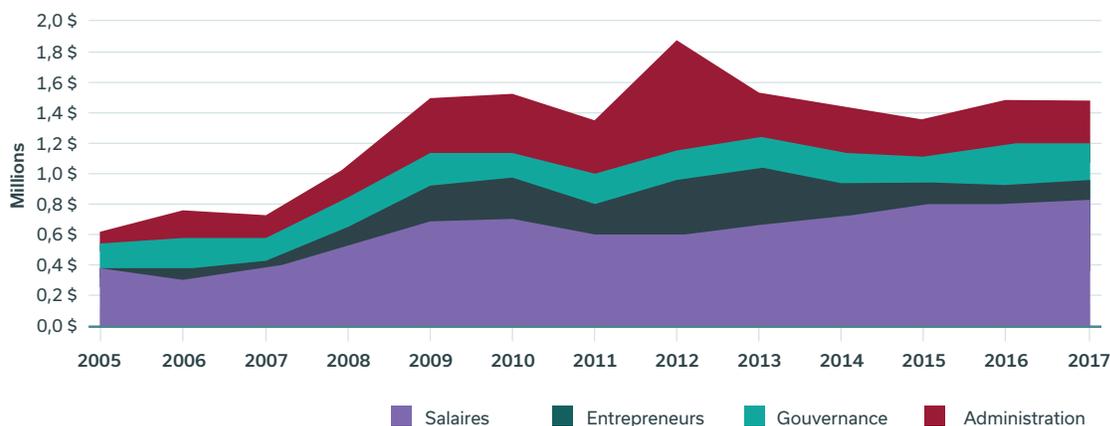
Le RCDR passera à un système de bandes pour les cotisations à compter de 2017-2018, une augmentation nette planifiée des cotisations de 2,5 % pour l'ensemble des membres. Sous le système de bandes, les cotisations varieront de plus de 10 % (tant à la hausse qu'à la baisse) pour 20 membres au cours de l'année de transition. Tous les membres devront payer une cotisation correspondant à l'une des 13 bandes de cotisation distinctes d'ici 2018-2019.

Revenus d'intérêts : Les revenus d'intérêts correspondaient de très près à ce qui était prévu dans le budget, malgré la faiblesse exceptionnelle des taux d'intérêt (en moyenne de 1,05 % pour les dollars canadiens investis cette année). Le RCDR a bénéficié de soldes d'encaisse quotidiens qui atteignaient en

moyenne plus de 17 millions de dollars canadiens. Il a également effectué des essais de facturation en dollars américains au cours de l'année et tenu d'importants soldes d'encaisse en dollars américains, qui ont généré plus de 38 800 \$ (en dollars canadiens) en revenus d'intérêt et ont permis de compenser une partie du 38 100 \$ en intérêts remboursés aux membres au cours de l'année après la facturation prématurée des services de taux de change.

Autres revenus : Le RCDR travaille à la production de revenus supplémentaires et au recouvrement des coûts, dans la mesure du possible, dont la continuation du projet sur les taux de change, recouvrir certains coûts auprès des membres pour compenser les frais de l'Assemblée générale annuelle tenue à Halifax, et l'admissibilité à une quatrième subvention de JCT pour financer un stagiaire en services numériques. Le RCDR demeure déterminé à trouver d'autres sources de revenus compatibles avec sa mission principale.

RCDR - Composition des dépenses d'exploitation



Dépenses en salaires et en avantages sociaux :

Les charges salariales du RCDR ont été meilleures que prévu, en grande partie à cause de deux postes salariés demeurés vacants à court terme au cours de l'année. Le budget du RCDR pour le prochain exercice comprend un poste d'agent principal du contenu et des licences à contrat, par prêt de service, plutôt que salarié.

Paiements aux entrepreneurs et honoraires professionnels :

Les honoraires professionnels étaient moindres que prévu. En effet, des économies ont été réalisées sur les plans des services juridiques, de la traduction, des communications et des consultants en RH, mais des coûts supplémentaires ont été engagés pour le détachement d'un employé d'une durée de 11 mois, à compter de février 2017.

Dépenses associées aux réunions et à la gouvernance

Les coûts de gouvernance et de réunion étaient plus élevés que prévu, en partie en raison des coûts de l'AGA (compensés par des revenus plus élevés que prévu). Le RCDR continue de recourir aux comités permanents et aux groupes de travail pour relever les besoins en gouvernance.

Dépenses d'administration : De façon générale, les dépenses administratives correspondaient aux prévisions. Le RCDR a cependant réalisé des économies, surtout sur le plan des dépenses de conférence et d'infographie. Le RCDR a dépensé considérablement plus qu'il ne l'avait prévu en frais de déplacement et en amortissement en raison des coûts capitalisés du site Web supérieurs aux prévisions.

Analyse prospective

Acquisition et transmission de contenu :

Le RCDR prévoit quelques occasions d'acquérir à grande échelle du nouveau contenu à court terme; en fait, la plupart des membres considèrent une baisse de leur budget consacré au contenu, y compris de leurs achats par l'intermédiaire du RCDR. Le projet d'utilisation des revues, à compléter en juin 2017, devrait aider tant les membres que le RCDR à établir leurs priorités en matière de contenu. Le RCDR a cerné la diminution de l'adhésion à des licences individuelles, et l'effet de cascade qu'elle entraînera auprès des membres du RCDR, comme étant un risque organisationnel important.

Dans l'ensemble, le dollar américain a pris de la valeur au cours de l'exercice financier, ce qui a exacerbé les effets de la hausse des coûts et de la réduction du budget des membres (bien que le dollar américain n'étant pas aussi fort qu'à son récent sommet en janvier 2016). Le RCDR prévoit continuer d'utiliser des contrats à terme et d'offrir des services de taux de change supplémentaires, y compris l'option limitée d'une facturation libellée en dollars américains pour offrir du contenu sous licence à ses membres selon le principe de recouvrement intégral des coûts.

Opérations : Les cotisations approuvées par le Conseil augmenteront dans l'ensemble de 2,5 % en 2017-2018, passant de 1 276 452 \$ à 1 308 515 \$. L'exercice 2017-2018 sera également la première année d'une période de transition de deux ans à un nouveau système de bandes élaboré par les membres pour les cotisations. Le système de bandes, y compris le calcul annuel des bandes et les cotisations connexes, devrait être prêt d'ici 2018-2019. De prochaines augmentations des cotisations et des changements à la façon de les calculer et de les gérer continueront d'être étudiées avec soin par le Conseil dans le cadre de ses discussions sur le budget, en consultation avec les membres ainsi que dans le contexte du plan stratégique et du modèle financier pluriannuel du RCDR.

Les dépenses de gouvernance et administratives de base (installations, personnel et niveaux de salaires, frais de vérification, dépenses des comités, déplacements, coûts de l'AGA) devraient demeurer relativement stables, en fonction de la structure des comités révisée du RCDR et de la prolongation du plan stratégique de 2016-2018. L'organisme continue d'œuvrer avec prudence sur de nombreux fronts en vue de repérer et de prioriser les secteurs dans lesquels il a de meilleures chances de générer efficacement de la valeur pour ses membres.

Perspective pluriannuelle : Il y a cinq ans, les changements de présentation financière imposés par la version révisée de la politique sur l'actif net ont réduit à 961 134 \$ le solde d'actif net non affecté du RCDR, soit son plus bas niveau dans la brève histoire de l'organisation. Pour l'exercice financier 2016-2017, ce solde non affecté est de 1 174 043 \$, après un certain nombre de modestes surplus et une augmentation d'actif net attribuable à la refonte du site Web au cours de l'exercice.

Le budget de l'exercice 2017-2018 a été élaboré à l'aide des priorités et des objectifs stratégiques énoncés dans le plan stratégique 2016-2018, ce qui comprend les objectifs mis à jour en consultation avec ses intervenants. Le budget 2017-2018 représente le retour du RCDR à un budget structurellement équilibré, porteur de grands changements quant à ses membres et à son mandat.

La clé de la réussite du processus budgétaire du RCDR reste l'obtention d'un consensus manifeste par rapport à la portée et au niveau des services que l'organisme doit offrir et maintenir, sans oublier l'évaluation des niveaux de ressources nécessaires pour offrir ces services de façon adéquate et efficiente, ainsi que la révision et l'apport de nouveaux revenus sur un horizon pluriannuel.

Futurs événements importants prévus

Le 31 mars 2017, le RCDR prévoit emménager dans de nouveaux locaux de son édifice actuel au 11, avenue Holland. Bien que ce déménagement pourrait perturber relativement nos activités, le propriétaire assume les coûts de l'aménagement des lieux et de la réinstallation. Par ailleurs, ce nouvel espace devrait être non seulement plus efficace, mais également plus petit et moins coûteux pour ce qui est du prix par pied carré. Le déménagement sera terminé d'ici le 5 juin 2017.

Le RCDR poursuit les discussions avec Canadiana.org au sujet de la possibilité de fusionner les activités des deux organisations. Les deux organisations ont un mandat et des membres complémentaires. De plus, les membres du RCDR fournissent la majorité des revenus d'exploitation de Canadiana par l'entremise de l'accord de licence de NML. Les membres ont demandé au groupe de travail qui étudie la fusion de concevoir un plan d'affaires détaillé pour appuyer cette initiative. Une décision définitive sera prise à l'AGA du RCDR en octobre 2017, à Montréal. Il convient de souligner qu'une possible fusion avec Canadiana entraînerait probablement des changements au niveau de la gouvernance, des ressources humaines, de l'adhésion, des structures de cotisation du RCDR ainsi que la révision du plan stratégique du RCDR.

États financiers résumés

TABLE DES MATIÈRES

- 1 Rapport de l'auditeur indépendant des états financiers résumés
- 2 État de résumé de la situation financière
- 3 État résumé des revenus et des dépenses
- 4 Notes complémentaires résumées

Rapport de l'auditeur indépendant des états financiers résumés

Aux membres du
Réseau canadien de documentation pour la recherche

Les états financiers résumés ci-joints, qui comprennent l'état résumé de la situation financière au 31 mars 2017 et l'état résumé des revenus et des dépenses pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires résumées sont tirés des états financiers audités du Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) de l'exercice clos à cette date.

Nous avons émis une opinion sans réserve sur ces états financiers dans notre rapport daté du 19 juin 2017.

Les états financiers résumés ne contiennent pas toutes les informations requises selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif utilisées dans la préparation des états financiers audités du RCDR. La lecture des états financiers résumés ne saurait, par conséquent, se substituer à la lecture des états financiers audités du RCDR.

Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés

La direction est responsable de la préparation des états financiers résumés se fondant sur les critères décrits dans la note 1 des états financiers résumés.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers résumés, sur la base des procédures mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810, *Missions visant la délivrance d'un rapport sur les états financiers résumés*.

Opinion

À notre avis, les états financiers résumés tirés des états financiers audités du RCDR au 31 mars 2017 constituent un résumé fidèle de ces états financiers résumés, selon les critères décrits dans la note 1.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Le 19 juin 2017

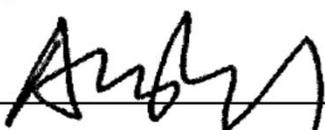
Réseau canadien de documentation pour la recherche

État résumé de la situation financière
au 31 mars 2017

	2017	2016
	\$	\$
Actif		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	8 054 897	17 411 662
Frais de licences et d'exploitation à recevoir	13 300 166	2 864 974
Sommes à recevoir de l'État	520 805	621 469
Licences payées d'avance	92 051 742	91 361 571
Autres frais payés d'avance	83 311	84 891
	114 010 921	112 344 567
Immobilisations corporelles	137 079	37 466
	114 148 000	112 382 033
Passif		
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	19 741 915	18 998 037
Sommes à remettre à l'État	263 435	36 010
Revenus reportés relatifs aux frais de licences (note 3)	92 087 301	91 358 217
	112 092 651	110 392 264
Engagements (note 5)		
Actif net		
Investi en immobilisations corporelles	137 079	37 466
Affecté d'origine interne (note 4)	810 299	778 260
Non affecté	1 107 971	1 174 043
	2 055 349	1 989 769
	114 148 000	112 382 033

Au nom du Conseil d'administration

 Administrateur

 Administrateur

Réseau canadien de documentation pour la recherche

État résumé des revenus et des dépenses
de l'exercice clos le 31 mars 2017

	Budget 2017	2017	2016
	\$	\$	\$
	(non audité)		
Revenus			
Frais de licences	114 000 000	124 399 794	111 924 041
Frais d'exploitation	1 276 561	1 276 561	1 227 452
Intérêts	180 000	182 993	244 800
Autres	61 957	98 746	100 510
	115 518 518	125 958 094	113 496 803
Dépenses			
Frais de licences	114 000 000	124 399 794	111 924 041
Salaires et avantages sociaux	856 005	828 343	814 077
Honoraires professionnels	211 155	146 017	121 317
Assurances	7 488	7 343	7 133
Administration	207 919	202 169	233 512
Télécommunications	19 260	18 994	18 186
Réunions et conférences	122 515	106 124	127 430
Repas, déplacements et logements	84 310	123 007	126 682
Amortissement des immobilisations corporelles	46 608	60 723	40 356
	1 555 260	125 892 514	113 412 734
Excédent des revenus sur les dépenses	(36 742)	65 580	84 069

Réseau canadien de documentation pour la recherche

Notes complémentaires résumées

31 mars 2017

1. Méthode de présentation

Les états financiers résumés sont tirés des états financiers complets du Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. La liste complète des principales méthodes comptables se trouve dans les états financiers complets y compris les instruments financiers, la constatations des produits, les immobilisations corporelles et l'utilisation d'estimations.

2. Description des activités

Le RCDR a été constitué le 1^{er} avril 2004 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et continué en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif depuis le 8 novembre 2013. Sous la direction concertée de bibliothécaires, de chercheurs, d'administrateurs et autres parties prenantes, le RCDR fait l'acquisition du contenu et négocie des licences sur une grande échelle en vue de bâtir une infrastructure de connaissance et une capacité de recherche dans les universités canadiennes.

3. Revenus reportés relatifs aux frais de licences

Les revenus reportés se rapportent aux montants reçus ou à recevoir en provenance des membres pour les frais de licences des exercices ultérieurs. Chaque mois, le RCDR verse un montant égal au revenu des licences et aux dépenses correspondantes dans la période afférente :

	2017	2016
	\$	\$
Solde au début	91 358 217	78 869 747
Apports reçus au cours de l'exercice	125 128 878	124 412 511
Apports constatés comme revenus	(124 399 794)	(111 924 041)
Solde à la fin	92 087 301	91 358 217

4. Gestion du capital

RCDR gère son capital de façon à s'assurer que les ressources financières sont adéquates afin d'offrir les services aux membres. Le RCDR n'a pas de dette à court terme ni de dette à long terme.

RCDR a adopté une politique de gestion et de modification du budget afin de systématiquement évaluer les résultats financiers contre le budget et, si nécessaire, avertir le Comité des finances et d'audit et le Conseil d'administration des déviations.

Le RCDR utilise également une politique de gestion de son actif net afin d'assurer aux membres une gestion responsable des capitaux organisationnels détenus en leur nom. En particulier, la politique précise une limite minimale et maximale pour l'actif net non affecté, tandis que l'actif net affecté ne peut dépasser l'équivalent de la moitié du budget pour les opérations annuelles. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2017, le Conseil d'administration a approuvé un transfert de 32 039 \$ (19 766 \$ en 2016) de l'actif net affecté à l'interne à l'actif net non affecté afin de respecter la politiques de l'actif net et d'assurer fonds suffisants pour couvrir les imprévus opérationnels.

5. Engagements

RCDR s'est engagé à louer des locaux jusqu'au 31 mars 2022 et à louer du matériel de bureau jusqu'en janvier 2019. Les versements minimums exigibles pour la durée des baux s'élèvent respectivement à 612 197 \$ et à 27 725 \$.

RCDR s'est engagé à dépenser 5 000 \$ par année (total de 25 000 \$) entre avril 2016 et mars 2021 afin d'héberger le site cndhi-ipnpc.ca. RCDR a payé d'avance le fournisseur d'hébergement et a enregistré la contrepartie de la subvention reçue pour le même montant dans les revenus différés.

RCDR s'est engagé à acquérir des licences (et un engagement correspondant de la part de ses membres d'utiliser ces licences) représentant 167 432 en dollars canadiens, 603 058 en livres sterling et 77 823 834 en dollars américains. Au 31 mars 2017, le RCDR s'est engagé à acquérir 14 590 737 \$ (23 447 860 \$ en 2016) en dollars américains et nul en livre sterling (4 021 en livres sterling en 2016) de contrat à terme afin de régler au nom des membres les obligations liées aux licences.



CRKN  RCDR

Canadian Research Knowledge Network
Réseau canadien de documentation pour la recherche